



Quelles sont les communes les plus dépensières ?

Selon le rapport annuel de Contribuables associés révélé par « Le Parisien », les villes d'Île-de-France figurent parmi les plus dépensières.



Le rapport annuel des dépenses des communes est désormais connu (illustration). © BERNARD JAUBERT / ONLY FRANCE / ONLY FRANCE via AFP

Paris et les villes de sa banlieue, reines des dépenses publiques. Nos confrères du *Parisien* révèlent ce mardi l'édition 2020 du rapport de Contribuables associés, une association qui milite contre le gaspillage des impôts et en faveur de la réduction des dépenses publiques. Ce rapport est établi sur les chiffres de 2019, avant la crise sanitaire, des 36 000 villes et villages de France .

Comme le précise le quotidien, ce rapport cible les dépenses courantes d'une commune : les agents municipaux, les subventions à destination des associations, l'aide sociale, les crèches, l'accompagnement des personnes âgées, l'eau et l'électricité. *Le Parisien* ajoute que la communication, la publicité, les indemnités des élus sont comprises, contrairement aux dépenses d'investissements (de construction d'écoles ou de bibliothèques, etc.) qui ne le sont pas.

Paris inclassable, l'Île-de-France très dépensière

Force est de constater que les villes de la région parisienne sont loin d'être économes. Dans les vingt villes de plus de 50 000 habitants les plus dépensières, 17 se trouvent en Île-de-France. Paris caracole en tête, mais impossible d'estimer correctement ses dépenses, faute de villes comparables dans le reste du pays. Mais le « budget de fonctionnement par habitant » à Paris a explosé en un an, passant de 2 074 euros en 2018 à 2 706 euros en 2019. Suivent Nanterre, Ivry, Levallois-Perret et Saint-Ouen et, dans une autre zone géographique, Martignes. Toutes obtiennent la note globale de 2/20.



Interrogé par *Le Parisien*, le maire de la ville de Sceaux, dans les Hauts-de-Seine, explique : « La culture politique d'intervention en matière de services publics est plus forte en Île-de-France. Il s'agit d'un héritage de ce qu'on a appelé le socialisme municipal dans l'entre-deux-guerres. Par la suite, lorsque des majorités de droite ont succédé aux exécutifs locaux, elles ont conservé cette culture d'interventionnisme. Mais attention : ce n'est pas parce qu'une ville affiche un gros budget qu'il est synonyme de mauvaise gestion. Par ailleurs, si les villes d'Île-de-France, et celles des Hauts-de-Seine en particulier, ont beaucoup de dépenses, elles ont aussi beaucoup de recettes. »

Les dépenses locales en augmentation avec la crise ?

Comme l'an dernier, la plus grande ville de Mayotte, Mamoudzou, est en tête du classement des meilleures élèves, avec une note globale de 18/20. Suivent Brest et Quimper (Finistère), Pessac (Gironde) ou encore Villeurbanne (Rhône). Cholet (Maine-et-Loire) est, cette année, deuxième du classement après une belle remontée sur un an.

Selon le quotidien, ces chiffres devraient être accentués par la crise sanitaire. Des dépenses ont dû être réalisées en urgence par les élus locaux. Il a fallu, sans compter, acheter des masques aux habitants, aux agents de la ville, installer des panneaux de protection en plexiglas, du gel hydroalcoolique, etc. Les villes les plus touristiques ont également connu d'importants changements dans leur fonctionnement et leur trésorerie.